

Appel à communication

« Les élites politiques du Sud de la France et les conflits armés en Méditerranée de la Révolution française à nos jours »

Colloque international organisé à Nice les 24 et 25 mars 2016

Résumé

L'objectif de ce colloque est d'éclairer la spécificité de la culture politique des élites méditerranéennes françaises, en analysant leurs réactions face aux conflits armés qui traversent la Méditerranée à l'époque contemporaine. Il s'intéressera essentiellement à l'attitude des élus au cours de ces conflits. Liée à leurs convictions politiques, religieuses, à des solidarités géographiques ou culturelle, elle interroge la façon dont ils relaient ou non la politique gouvernementale, leur gestion des répercussions de ces conflits sur le territoire, leur engagement personnel aux côtés de certains des belligérants, mais aussi les usages mémoriels de ces événements et les traces ou fractures durables qu'ils ont pu laisser.

Argumentaire

Depuis 1789, les États riverains de la Méditerranée ont été affectés, à des dates diverses, par la montée des nationalismes et par un processus de modernisation importée et souvent contrainte qui déstabilise les structures socio-économiques traditionnelles. C'est l'une des raisons des nombreux conflits armés que connaît l'espace méditerranéen à l'époque contemporaine. Le sud a notamment été le théâtre des nombreux affrontements liés aux processus de colonisation puis de décolonisation, alors que le nord est l'un des points chauds des « guerres civiles européennes » qui partagent le continent au cours des XIX^e et XX^e siècles. Elles opposent la « Civilisation » à la « Barbarie », le « Progrès » à la « Réaction », les « révolutionnaires » puis les « libéraux » aux « contre-révolutionnaires » ou « conservateurs », par la suite le « communisme » au « fascisme », les « résistants » aux « collaborateurs », etc. La dimension idéologique de ces luttes explique en partie leur caractère transnational. Il est éminemment sensible en France, une des puissances dominantes de cet espace. Le gouvernement proclame parfois une neutralité problématique, comme lors des événements italiens de 1860 ou de la guerre civile espagnole de 1936. En d'autres occasions, il s'implique activement dans ces affrontements, diplomatiquement ou militairement, même lorsqu'il n'en est pas l'initiateur ou l'un des principaux protagonistes. Ses choix suscitent des débats politiques intérieurs, auxquels participent les simples citoyens comme les forces politiques organisées. C'est particulièrement le cas dans le sud de la France (Algérie comprise durant la période coloniale), interface terrestre, via les Alpes ou les Pyrénées, ou maritime avec le reste de la Méditerranée. Particulièrement dans les zones frontalières, l'espace méridional apparaît ainsi selon les cas comme une base arrière, par laquelle transitent aides matérielles ou

combattants, mais aussi comme un espace de repli, accueillant, au moins temporairement, les victimes de ces conflits, simples civils ou belligérants.

L'étude des élites politiques locales (principalement les élus comme les maires, les conseillers généraux, ou les parlementaires) apporte un éclairage essentiel sur ces formes d'implication dans les conflits méditerranéens. Leurs activités les amènent naturellement à faire face aux répercussions de tous ordres qui peuvent affecter leur territoire. Dans le même temps, leurs engagements politiques, syndicaux ou religieux, les affinités culturelles ou géographiques (songeons aux élus de Catalogne française par exemple) en font souvent des acteurs majeurs des formes de solidarité transnationales qui s'expriment lors de ces événements. Organisé par l'ANR ICEM, qui étudie les identités et les cultures des élites politiques en Méditerranée à l'époque contemporaine, ce colloque vise à éclairer leur rôle dans ces circonstances, et notamment montrer dans quelle mesure elles manifesteraient une sensibilité particulière lors de ces conflits. Pour ce faire, on privilégiera les approches suivantes, qui peuvent s'additionner ou s'articuler :

- **Les élites politiques, intermédiaires entre l'État et la population**

Les élites politiques sont parfois les relais de la politique gouvernementale. C'est notamment le cas de fonctionnaires comme les magistrats, les militaires, les membres de l'administration préfectorale, et de ceux, parfois les mêmes, qui détiennent des mandats électifs, comme les maires ou les parlementaires. Les uns comme les autres sont souvent chargés de s'informer, de surveiller, ou de mettre en place à l'échelle locale certaines politiques gouvernementales : accueil des réfugiés, installation de services de l'État spécialisés, etc. Ces dernières n'ont parfois qu'une existence éphémère, mais ne peuvent-elles annoncer en diverses occasions les évolutions de l'action de l'État, en matière de contrôle des populations ou d'action sociale, par exemple ? Cependant les élites ne sont pas de simples relais, elles jouent aussi un rôle d'intermédiaire. Amenées à expliquer, à justifier ou à critiquer la politique gouvernementale auprès de la population, elles font aussi remonter à Paris les préoccupations de cette dernière, ce qui contribue parfois à infléchir l'action du pouvoir. La tribune parlementaire s'avère dans cette optique un lieu privilégié, mais on peut aussi songer aux multiples adresses, pétitions ou rapports rédigés ou propagés par les élites. L'étude de ces différentes questions pourra notamment être sous-tendue par une réflexion sur l'impact de ces relations entre l'État et les acteurs politiques locaux, sur l'intégration de ces derniers à une culture politique nationale, ou au contraire sur l'affirmation à cette occasion d'une spécificité méridionale.

Les élites politiques et la gestion des répercussions des conflits

Les élites politiques peuvent agir aussi indépendamment de l'État, voire en contradiction avec une politique nationale contraire à leurs convictions. Par ailleurs, ces conflits ont des répercussions particulièrement marquées dans le sud de la France. Ils mettent par exemple à mal certaines activités économiques, en stimulent d'autres, parfois clandestines. Les passages de volontaires ou l'installation plus ou moins durables de réfugiés ont aussi des conséquences socio-économiques importantes. Comment les élites gèrent-elles ces obligations, ces difficultés spécifiques ? On pourrait songer pour les maires à la question des certificats de décès des réfugiés ou autres individus de passage sur le sol de ces communes. Elles se présentent aussi bien dans le

temps court lors d'événements paroxystiques que dans la longue durée. On s'interrogera sur la façon dont ces élites politiques y ont fait face, mais aussi sur les interactions entre ces tâches nouvelles et les autres obligations des élus. On s'intéressera tout particulièrement à la façon dont ces activités affectent leurs relations avec le pouvoir central et les autorités militaires, voire les amènent à nouer des contacts avec les protagonistes des pays voisins.

- **L'engagement des élites politiques dans ces conflits**

Les élites politiques du sud de la France peuvent aussi prendre parti dans ces affrontements. Cette implication peut être directement liée aux fonctions publiques exercées, mais aussi ne se manifester qu'à titre privé. Aussi convient-il de prendre en compte non seulement les actions des individus exerçant des fonctions électives, mais aussi celles qu'ils ont pu avoir avant ou après l'exercice de leur mandat, voire celles d'acteurs majeurs de la vie politique méridionale (cadres de partis, journalistes, etc.). Les formes de ces engagements sont variables, synchroniquement et diachroniquement. Elles se bornent parfois à une prise de parole publique, dont on peut interroger les finalités : dans quelle mesure, par exemple, relève-t-elle d'une stratégie électorale ? L'implication peut être plus active, allant jusqu'au départ pour l'étranger, à travers des enrôlements militaires ou humanitaires. On pourra se demander dans quel cadre il s'effectue, et dans quelle mesure cette expérience devient après-coup un élément structurant le rapport à la politique, voire un argument électoral. L'engagement peut aussi prendre des formes intermédiaires, comme l'organisation de manifestations de soutien, les grèves, les collectes de fonds, les aides matérielles diverses ou la fourniture de documents administratifs. Ces actions impliquent souvent des rapports, notamment dans les espaces frontaliers, avec les élites politiques des autres pays méditerranéens. Cet engagement a pu être plus ou moins formalisé, avoir une dimension essentiellement individuelle ou au contraire s'inscrire dans des formes collectives, qui peuvent avoir une influence durable sur les liens de sociabilité, les réseaux électoraux et l'action des élus. Ces différentes interrogations permettent-elles plus fondamentalement de mettre en évidence une culture politique spécifique des élus méridionaux, marquée par l'attention particulière consacrée à la Méditerranée ? L'étude des interventions parlementaires des législateurs méridionaux peut s'avérer ici fort éclairante, de même que l'analyse de l'implication des méridionaux dans des réseaux nationaux voire transnationaux, ou de leurs rapports avec les acteurs politiques du reste de l'espace méditerranéen.

- **Les élites politiques et la mémoire des conflits**

Cette spécificité culturelle des élites politiques méditerranéennes se manifeste-t-elle aussi sur le plan mémoriel, surtout lorsqu'une partie significative de leurs administrés ou de leurs ancêtres s'est trouvée impliquée dans ces conflits ? Se traduit-elle par des références durables des élites à des conflits passés, et au rôle qu'elles-mêmes, leurs ancêtres ou leur famille politique ont pu y jouer ? On songe naturellement à la publication des mémoires, récits et autres écrits autobiographiques. On pourra aussi s'intéresser aux diverses cérémonies commémoratives, à l'odonymie, à la statuaire ou plus généralement à la constitution de lieux de mémoire spécifiques, mais aussi aux aides diverses dont ont pu bénéficier diverses communautés ou associations mémorielles. Il conviendra notamment de s'interroger sur l'implication des élus dans les affrontements autour d'un passé qui ne passe pas, ou au contraire leur volonté de pacification, en se demandant notamment si ces attitudes recourent les lignes de clivage politique. Les guerres

civiles espagnoles des XIX^e et XX^e siècles ou la guerre d'Algérie plus récemment pourraient notamment fournir des analyses substantielles. Des perspectives comparatives seraient également les bienvenues, aussi bien sur le plan historique, par des comparaisons portant sur les mémoires de différents conflits, que sur le plan géographique, en comparant les points communs et les différences entre les mémoires qui s'expriment dans le(s) sud de la France et celles qu'on observe dans le reste de l'espace hexagonal, voire dans les pays voisins, on songe notamment à ceux où s'est déroulé le conflit armé initial.

Même si les études biographiques peuvent apporter un éclairage novateur sur ces différentes questions, on privilégiera les études collectives, consacrées aux solidarités ou au contraire aux rivalités qui se nouent sur ces sujets parmi les élites, ou entre celles-ci et le pouvoir central. Ces convergences ou ces oppositions peuvent résulter des opinions politiques des uns et des autres, de solidarités géographiques, religieuses, culturelles, etc. On retiendra tout particulièrement les approches qui confirment (ou infirment) l'existence d'une ou de culture(s) politique(s) spécifiquement méditerranéenne(s).

Les propositions de communications sont à soumettre, de préférence en français, à : pierre.triomphe34@orange.fr et j-p.pellegrinetti@orange.fr
Elles ne devront pas excéder 5 000 signes et devront comporter un bref descriptif des sources envisagées. Le dépôt des propositions s'effectuera jusqu'au 20 octobre 2015. Les candidats seront informés de la décision du comité organisateur au plus tard le 15 novembre 2015.

Le comité organisateur s'engage à prendre en charge les frais de restauration et deux nuits d'hébergement. Les frais de voyage restent à la charge des participants ou de leurs Centres de recherche.

Comité scientifique :

Pierre-Yves Beaurepaire (CMMC, Université Nice Sophia Antipolis), Jean-Claude Caron (CHEC, Université de Clermont-Ferrand), Bruno Dumons (LARHRA, CNRS Lyon), Jean-Marie Guillon (TELEMME, Université Aix-Marseille), Claire Marynower (IEP Grenoble), Jean-Paul Pellegrinetti (CMMC, Université Nice Sophia Antipolis), Simon Sarlin (ISP, Université Paris Ouest Nanterre La Défense), Pierre Triomphe (CRISES, Université Paul Valéry-Montpellier III)

Partenaires :

ANR ICEM ; CMMC (Université Nice Sophia Antipolis) ; CRISES (Université Paul Valéry-Montpellier III) ; TELEMME (Aix-Marseille Université)

Call for papers

“Political elites from Southern France and armed conflicts in the Mediterranean world from the French Revolution until nowadays”

International Symposium held in Nice, from March the 24th to March the 25th 2016

Abstract

This symposium's purpose is to enlighten the particularity of the political culture of French Mediterranean elites, through an analysis of their reactions to armed conflicts in the Mediterranean world during the late modern era. It will mainly focus on representatives' behaviour during these conflicts. Bound to their political or religious beliefs, to geographical or cultural solidarities, their behaviour questions the way they do (or don't) apply governmental policy, their management of the consequences of those conflicts on the territory, their personal commitment in favour of some of the protagonists, but also the political uses of those events and the footprints or lasting divisions they might have left in their wake.

Argument

Since 1789, countries bordering the Mediterranean Sea have been affected, at various moments, by the rise of nationalisms and by an imported and often imposed modernization process which often disrupt traditional socio-economic structures. This is one of the reasons of the many conflicts which occurred in the Mediterranean region during the late modern period. Its southern part was the theatre of numerous confrontations bound to the colonization and decolonization processes, whereas its northern part was one of the spot of the “European civil wars” which divided the old continent during the 19th and 20th century. They confront “Civilization” with “Barbary”, “Progress” with “Reaction”, “revolutionaries” or “liberals” with “counter-revolutionaries” or “conservatives”, later “communism” with “fascism” or “resistants” with “collaborators”, etc. The ideological component of these struggles partially explains their transnational dimension. It's particularly obvious in France, one of the region main powers. Its government sometimes proclaimed a contested neutrality, for instance during the Italian events in 1860 or during the Spanish Civil War. Sometimes, it engaged actively, through diplomatic or military actions, when it was not its instigator or one of its main protagonists. Its choices provoked internal political debates, in which ordinary citizens as well as organized political forces took part. It's especially obvious in southern France (which also included Algeria during the colonial era), the land, via the Alpes or the Pyrénées, or maritime interface with the other parts of the Mediterranean region. Especially in the border areas, the Meridional space appeared accordingly as a rear base through which transited material help and warriors, or as a shelter, at least for a time, for the victims of those conflicts, ordinary citizens or fighters.

The study of local political elites (mainly representatives such as majors, departmental representatives or members of Parliament) gives major insights into those kinds of commitments to Mediterranean conflicts. Their activities drove them to cope with the various impacts which

could have affected their territory. In the same time, their political or religious commitment, their union involvement, their geographical or cultural sympathies (such as representatives from French Catalonia for instance) often turned them into major actors of the transnational solidarities which expressed themselves during those events. Organized by ANR ICEM, which studies identities and cultures of political elites in Mediterranean France in the late modern period, this symposium wants to illuminate their part in those circumstances, and particularly to enlighten to which degree these elites show a specific sensitivity to these conflicts. To this end, we will prioritize the following perspectives, which can be added or linked together:

- **The political elites, intermediary agents between the State and the local inhabitants**

Political elites were sometimes a transmission belt for governmental policies. This was especially the case for public servants such as judges, military officers, members of prefectural administration, and for the persons, sometimes the same one, who had been elected, such as mayors or members of Parliament. All these people were often given the task to collect information, to watch, or to locally implement governmental measures: hosting refugees, installation of utility services, etc. These actions were sometimes transitory, however is it possible that they foreshadow in more than one occasion developments of state actions, in matters such as population control or social action for instance? Political elites were not only transmissions belts, but also go-between for the State and the population. Having to explain, to justify or to criticize the governmental policy to the inhabitants, they also provided Paris with their concerns, which sometimes contributed to change state policy. The parliamentary forum is of particular interest in this respect, but petitions, addresses or rapports written or spread by political elites can also be taken into account. The study of these topics can be underlied by a reflexion upon the impact of these links between State and local political actors, upon the latter' integration into a national political culture, or on the contrary upon the assertion in these circumstances of a Meridional peculiarity.

Political elites and managing the consequences of the conflicts

Political elites could also act without state guidance, or even could be opposed to a national policy which goes against their beliefs, when these conflicts consequences were particularly dramatic in southern France. They sometimes threatened some economic activities, favored others – sometimes illicit ones. The transit of volunteers or the short or long-lasting settlement of refugees also had major socio-economic consequences. How did the elites handle these obligations, these peculiar problems? As far as mayors are concerned, we might think of the question of death certificates for refugees or other foreigners moving across their district. These consequences can be analyzed in the short duration of paroxysmal events as well as in long duration. The ways those elites coped with these situations, as well as the interactions between these new tasks and the other representatives' obligations, should be questioned. We will particularly consider any insight upon the way these activities altered their relationship with the national power and the military authorities, or even made them establish contacts with protagonists from neighbouring countries at war.

- **Political elites participation in those conflicts**

Political elites from southern France could also take sides in those conflicts. Their implication was sometimes linked to their official duties, other times was entirely a private matter. Thus must be taken into account not only the actions of representatives while they were holding a mandate, but also their behaviour before or after their mandate, or the actions of major Meridional political actors such as journalists, local political leaders, etc. Those commitments expressed themselves differently, synchronically and diachronically. Political elites sometimes just expressed orally their views, but to what end, and, for instance, could it have been only part of an election strategy ? Their involvement was also sometimes deeper, leading sometimes to a departure abroad, through military or humanitarian involvements. We shall ask for the framework in which they left, and to what extent their experience became afterwards a key component of their relationship to politics, or even a electoral argument. Their commitment could also have taken other forms, such as organizing rallies, strikes, raising funds, collecting various goods or giving some administrative papers. Particularly in border areas, these actions often implied ties with political elites from other Mediterranean countries. Their commitments might have been more or less formalized, some were mostly individual, others took part within collective structures, which might have lasting influence over their social bonds, their electoral networks or their political actions. Is it possible, through these various questions, to highlight a specific political culture from southern representatives, characterized by a peculiar interest for the Mediterranean world ? In that respect, the study of representatives' speeches might be of great interest, as well as the analysis of their commitments in national or transnational networks, or of their relationships with political actors from the rest of the Mediterranean world.

- **Political elites and the conflicts memory**

Could this specific culture of Mediterranean political elites also have an affect on collective memory, especially when a significant part of their constituents or of their ancestors was involved in those conflicts ? Are they lasting references from the elites to past conflicts, and to their deeds, or to those of their ancestors or of their political party ? We can think of published memories, narratives, or other autobiographical pieces. Studies of commemorations, of street names, of statues or more generally of places of memory would be welcomed, as well as analysis of subsidies given to communities or memory organizations. We could in particular question representatives' efforts to keep alive the troubled memories of the past, or on the contrary their will to soothen spirits, and ask if these behaviours are linked to their political beliefs. 19th and 20th Spanish civil wars or more recently the Algerian War of Independence could lead to substantial analysis. Comparative approaches would also be welcomed. They could make historical or geographical comparisons, between memories of various conflicts, or between memories which appear in southern France and those which can be noticed in other parts of France or in neighbouring countries, and especially in the country where the conflict took place.

Even if biographical studies might be of great interest, we are mostly looking for collective studies, devoted to solidarities and antagonisms which arose between political elites, or between them and the national government. These common points or these divisions might be the consequences of political beliefs, of geographical, religious or cultural solidarities, etc.

We will be particularly interested in approaches confirming (or contradicting) the existence of (a) distinctive Mediterranean political culture(s).

Contribution proposals must be sent, preferably in French, to pierre.triomphe34@orange.fr and j-p.pellegrinetti@orange.fr

They should not exceed a thousand words and must describe briefly their historical sources. Proposals can be made until October the 20th. Applicants will be given an answer by the organizing committee before November the 15th.

The organizing committee will provide catering costs and lodging expenses for two nights. Travel fees will be paid by the intervenant or his laboratory.

Scientific committee :

Pierre-Yves Beaurepaire (CMMC, Université Nice Sophia Antipolis), Jean-Claude Caron (CHEC, Université de Clermont-Ferrand), Bruno Dumons (LARHRA, CNRS Lyon), Jean-Marie Guillon (TELEMME, Université Aix-Marseille), Jean-Paul Pellegrinetti (CMMC, Université Nice Sophia Antipolis), Claire Marynowier (IEP Grenoble), Simon Sarlin (ISP, Université Paris Ouest Nanterre La Défense), Pierre Triomphe (CRISES, Université Paul Valéry-Montpellier III)

Supporting research centers :

ANR ICEM ; CMMC (Université Nice Sophia Antipolis) ; CRISES (Université Paul Valéry-Montpellier III) ; TELEMME (Aix-Marseille Université)

Call for paper

« Le élite politiche nella Francia meridionale di fronte ai conflitti armati nel Mediterraneo, dalla Rivoluzione francese ai nostri tempi »

Convegno internazionale organizzato a Nizza i 24 e 25 marzo 2016

Abstract

Questo convegno si propone di gettare luce sulle peculiarità della cultura politica delle élite nella Francia meridionale, analizzando le loro reazioni di fronte ai conflitti armati che hanno segnato la storia del Mediterraneo all'epoca contemporanea. Prenderà soprattutto in esame l'atteggiamento dei rappresentanti eletti, nel corso di questi conflitti. Sia esso legato alle loro convinzioni politiche o religiose, a solidarietà geografiche o culturali, si dovrà indagare sul modo in cui eseguono o no le direttive della politica governativa, gestiscono le repercussions di questi conflitti sul loro territorio, si impegnano personalmente al lato di un determinato campo. Consideriamo inoltre gli usi memoriali degli eventi bellici e le tracce o fratture durature che hanno lasciate.

Tematiche

Dal 1789, i paesi che bordano il Mediterraneo sono stati segnati, in epoche diverse, dall'ascesa dei nazionalismi e da un processo di modernizzazione eterogeneo e spesso costretto che destabilizza le strutture socio-economiche che difficilmente si adattano. Questa è uno dei motivi dei numerosi conflitti armati che ha conosciuto il Mediterraneo in epoca moderna. Il sud di quest'area è stato teatro di numerosi scontri legati ai processi di colonizzazione e decolonizzazione, mentre il Nord è uno dei punti caldi delle "guerre civili europee" che dividono il continente nell'Otto e Novecento. Esse oppongono la "Civiltà" al "Barbarismo", il "Progresso" alla "Reazione", i "rivoluzionari" e i "liberali" ai "contro-rivoluzionari" o "conservatori", in seguito il comunismo al fascismo, la Resistenza al collaborazionismo, ecc. La dimensione ideologica di queste lotte spiega in parte il loro carattere transnazionale. Questo è particolarmente sensibile in Francia, una delle potenze dominanti in questa zona. A volta i governi proclamano una neutralità problematica, come negli eventi italiani nel 1860 o durante la guerra civile spagnola. In altre occasioni, è attivamente coinvolto in questi scontri, diplomaticamente o militarmente, anche quando non ne è l'iniziatore o uno dei principali protagonisti. Le sue scelte generano dibattiti politici interni, coinvolgendo semplici cittadini come forze politiche organizzate. Questo è particolarmente vero nel sud della Francia (compresa l'Algeria durante il periodo coloniale), che fa d'interfaccia terrestre, attraverso le Alpi o i Pirenei, o marittima con il resto del Mediterraneo. In particolare nelle zone di confine, la zona meridionale appare tanto come base logistica attraverso quale transitano combattenti o aiuti materiali, tanto come un'area di ripiego, di accoglienza almeno temporanea per le vittime di questi conflitti, civili ordinari o belligeranti.

Studiare le élite politiche locali (principalmente i rappresentanti eletti come i sindaci, i consiglieri provinciali o i parlamentari) getta una luce essenziale su queste forme di coinvolgimento. Le loro attività portano naturalmente loro a far fronte alle conseguenze di ogni genere che possono influenzare il loro territorio. Allo stesso tempo, i loro impegni politici, sindacali o religiosi, le affinità culturali o geografiche (si pensi ai rappresentanti della Catalogna

francese per esempio) spesso ne fanno i principali attori delle forme transnazionali di solidarietà che si esprimono nei corsi di simili eventi.

Organizzato dall'ANR ICEM, che indaga le identità e culture politiche delle élite politiche nel Mediterraneo in epoca contemporanea, il convegno vuole mettere in luce il loro ruolo in queste circostanze, e in particolare dimostrare in quale misura essi manifestano una particolare sensibilità di fronte a questi conflitti. In questa prospettiva, ci concentreremo sui seguenti approcci, che possono aggiungersi o articolarsi:

Le élite politiche, intermediari tra lo Stato e i cittadini

Le élite politiche possono servire di agenti della politica governativa. Ciò vale in particolare per i funzionari, come i magistrati, i militari, i membri dell'amministrazione prefettizia, e per quelli, a volte gli stessi, che hanno carica elettiva come i sindaci o i parlamentari. Gli uni e gli altri sono spesso incaricati di informarsi, controllare, o eseguire nell'ambito locale le politiche governative: accoglienza dei rifugiati, organizzazione di servizi pubblici speciali, ecc. Queste politiche spesso hanno solo una fugace validità, ma possono in diverse occasioni annunciare i cambiamenti nell'azione dello Stato sul terreno del controllo delle popolazioni o dell'azione sociale, per esempio. Le élite però non sono semplici agenti eseguiti, essi svolgono anche un ruolo di intermediario. Devono spiegare, giustificare o criticare la politica del governo nei confronti dei cittadini, e nello stesso tempo informare Parigi sulle preoccupazioni di questi ultimi, con possibili influenze sull'azione del potere centrale. La tribuna parlamentare svolge in questo ambito un ruolo privilegiato, ma possiamo anche pensare agli indirizzi, alle petizioni o relazioni scritte o diffuse dalle élite. Lo studio di questi diversi approcci può articolarsi con una discussione sull'impatto delle relazioni tra gli attori politici statali e locali, sull'integrazione di questi nella cultura politica nazionale o al contrario l'affermazione in queste circostanze di una specificità meridionale.

Le élite politiche e la gestione delle ripercussioni dei conflitti

Le élite politiche possono agire indipendentemente dallo Stato o addirittura in contrasto con una politica nazionale contraria alle proprie convinzioni, quando questi conflitti producono incidenze particolarmente marcate nella Francia meridionale. Tali conflitti danneggiano determinate attività economiche, ne stimolano altre, a volte clandestine. I passaggi di volontari o la sistemazione più o meno durevole di rifugiati hanno anche un importante impatto socio-economico. Come le élite affrontano le loro missioni di fronte a queste specifiche difficoltà? Si potrebbe pensare, nel caso dei sindaci per esempio, alla questione dei certificati di morte per i rifugiati o altre persone di passaggio sul territorio del Comune. Queste difficoltà sorgono sia nel tempo breve degli eventi parossistici che nei conflitti di lungo respiro. Discuteremo il modo in cui le élites politiche affrontano queste sfide, ma anche le interazioni fra questi compiti eccezionali e gli altri normali obblighi dei rappresentanti eletti. Esamineremo soprattutto come queste attività possono influenzare le relazioni con il governo centrale e le autorità militari, portare a creare contatti con i protagonisti dei paesi vicini in conflitto.

L'impegno delle élite politiche nei conflitti

Le élite politiche della Francia meridionale possono anche prendere posizione di fronte ai conflitti. Questo coinvolgimento può essere direttamente legato alle funzioni pubbliche esercitate, o manifestarsi solo privatamente. È quindi opportuno tener conto non solo gli impegni dei rappresentanti durante il loro mandato elettivo, ma anche quelli che possono avere prima o dopo l'esercizio del loro ufficio, assieme a quelli dei personaggi importanti della politica del sud (parti cadre, giornalisti, ecc.) Le forme di questi impegni sono variabili sia sincrone che diacronicamente. A volte si limitano alla presa pubblica di parola, con scopi da interrogare: fino a che punto, per esempio, essa rileva di una strategia elettorale? Il coinvolgimento può essere più attivo, fino alla partenza per l'estero, attraverso l'arruolamento militare o umanitario. Possiamo chiederci in quale contesto si svolge, e come questa esperienza diventa in seguito un elemento strutturante del rapporto alla politica o addirittura un argomento elettorale. L'impegno può assumere anche forme intermedie, come l'organizzazione di manifestazioni di sostegno, scioperi, raccolte di fondi, vari aiuti materiali o la fornitura di documenti amministrativi. Queste azioni significano spesso la stesura di rapporti, anche nelle zone di confine, con le élite politiche di altri paesi del Mediterraneo occidentale. L'impegno assume forme più o meno formalizzate, con una dimensione essenzialmente individuale o al contrario all'interno di logiche collettive, che possono avere un'influenza duratura sui rapporti di sociabilità, le reti elettorali e l'azione degli rappresentanti eletti. Attraverso queste problematiche, si chiederà più fondamentalmente se si può evidenziare una specifica cultura politica dei politici meridionali, segnati dall'attenzione particolare dedicata al Mediterraneo. Lo studio degli interventi parlamentari dei legislatori meridionali può allora essere molto illuminante, così come l'analisi del coinvolgimento dei meridionali nelle reti nazionali o transnazionali, o del loro rapporto con gli attori politici del resto dell'area Mediterranea.

Le élite politiche e la memoria dei conflitti

La specificità culturale delle élite politiche mediterranee potrebbe manifestarsi anche sul terreno della memoria, soprattutto quando una parte significativa degli amministratori o dei loro antenati si trovarono coinvolto in questi conflitti. Hanno questi fatto riferimenti durevoli ai conflitti del passato, e al ruolo che essi, i loro antenati o la loro famiglia politica hanno svolto? Naturalmente si riferisce alla pubblicazione di memorie, storie e altri scritti autobiografici. Di simile interesse sono le varie cerimonie commemorative, l'odonomia, la statuarica o più in generale la formazione di luoghi specifici della memoria, ma anche i vari aiuti destinati a comunità o associazioni commemorative. L'approccio includerà il tema del coinvolgimento dei rappresentanti eletti negli scontri nati da "un passato che non passa", o al contrario il loro desiderio di pacificazione, chiedendoci in particolare se questi atteggiamenti si confondono con le classiche linee della divisione politica. Le guerre civili spagnole del XIX e XX secolo, o più recentemente la guerra in Algeria, potrebbero fornire analisi sostanziali. Prospettive comparative sarebbero anche gradite, sia storicamente, paragonando le memorie di diversi conflitti, che geograficamente, confrontando le somiglianze e le differenze tra i ricordi che si esprimono nel Meridione francese (nelle sue varie parti...) e quelle osservate nel resto dello spazio nazionale o anche nei paesi vicini, soprattutto quelli in cui si è svolto il conflitto armato iniziale.

Anche se gli studi biografici sono in grado di fornire una nuova luce su questi temi, privilegiamo gli oggetti collettivi, legati alle solidarietà o alle rivalità che si formano all'interno del gruppo degli eletti, o tra questi e il governo centrale. Queste convergenze o opposizioni possono derivare dalle

diverse idee politiche, della solidarietà geografica, religiosa, culturale, ecc. Ci interessano in particolare gli approcci che confermano (o confutano) l'esistenza di una cultura politica o di culture specifiche nel Mediterraneo.

Le proposte devono essere mandate, di preferenza in francese, a: pierre.triomphe34@orange.fr e j-p.pellegrinetti@orange.fr

Esse non dovranno superare le 5000 battute e includere una breve descrizione delle fonti proposte. Le proposte saranno accettate fino al 20 ottobre 2015. I candidati saranno informati della decisione del comitato organizzatore entro il 15 novembre 2015.

Il comitato organizzatore si farà carico del sostenimento e dell'alloggio per due notti. Le spese di viaggio rimangono a carico dei partecipanti o dei loro centri di ricerca.

Comitato scientifico:

Pierre-Yves Beaurepaire (CMMC, Université Nice Sophia Antipolis), Jean-Claude Caron (CHEC, Université de Clermont-Ferrand), Bruno Dumons (LARHRA, CNRS Lyon), Jean-Marie Guillon (TELEMME, Université Aix-Marseille), Jean-Paul Pellegrinetti (CMMC, Université Nice Sophia Antipolis), Claire Marynowar (IEP Grenoble), Simon Sarlin (ISP, Université Paris Ouest Nanterre La Défense), Pierre Triomphe (CRISES, Université Paul Valéry-Montpellier III)

Istituti collaboratori :

ANR ICEM ; CMMC (Université Nice Sophia Antipolis) ; CRISES (Université Paul Valéry-Montpellier III) ; TELEMME (Aix-Marseille Université)